

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 26 SEPTEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre le 26 septembre à 18 H 00, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis à la salle des Fêtes de MAROLLES, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 20 septembre 2024 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, FORMET, DHYÈVRE, DULIEUX, Mme GUÉRY, MM. COTTON, DELCOMBEL, MATHIEU, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. MALOU, CASTAGNA, MAUTRAIT, LAVEFVE (suppléant de M. CHAMPION), GÉRARD, DESANLIS, DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme GEOFFROY, MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, CHAVEROU, LOISELET, PASSINHAS (à partir de 18h40), BONETTI, BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON, BURCKEL, Mme VÉGA, MM. TINDILLIÈRE, GONTHIER, FONTAINE, Mme COLSON, MM. ROCH (jusqu'à 21h30), BEAUJOIN, Mme GOUILLY, MM. TRIOLET, EL GHALLOUSSI.

Absents excusés : M. LONCLAS, Mme PARNISARI, MM. FORTIN, THIÉBAULT, Mme FELICETTI, M. DESCHAMPS, Mmes KARCENTY, COLLIN, JACQUEMOT, SERRE, M. HMISSI, Mme BAUMEL, M. CARDOSO, Mmes PARIS, BERTIN, MUNSTER, GOLLÈS, M. ERRE.

Absents : MM. NICOULEAUD, VEBER, LANTERNAT, DUCHÊNE.

16 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. LONCLAS, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. CAPPÉ,
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à Mme ARMANETTI,
- ✓ Mme FELICETTI donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ M. DESCHAMPS donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. GÉRARD,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. ROCH donne pouvoir à M. BEAUJOIN à partir de 21h30,
- ✓ Mme SERRE donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ Mme BAUMEL donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. BURCKEL,
- ✓ Mme PARIS donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE.
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLSON,
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI,
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Madame Anna RÉOLON.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
CONVENTION D'ADHÉSION
AU CONSEIL EN ÉNERGIE PARTAGÉ

Rapporteur : Monsieur Thierry MOUTON

Dans le contexte actuel de lutte contre le changement climatique, de raréfaction des ressources et d'augmentation des coûts énergétiques, la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER s'est engagée dans une politique énergétique performante, lui permettant d'être labellisée Territoire à Énergie Positive pour la Croissance Verte (T.E.P.CV.) et Territoire engagé Climat-Air-Énergie.

La Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER s'est fixée des objectifs ambitieux en adoptant son Plan Climat Air Énergie Territorial (P.C.A.E.T.) le 30 juin 2022.

Cette démarche permet de donner une visibilité très forte et concrète dans l'engagement de la C.C.V.C.D., au service des objectifs majeurs liés au climat, notamment par la réduction des consommations d'énergie, la rénovation énergétique des bâtiments ou encore la préservation de la biodiversité.

Aussi, la C.C.V.C.D. a récemment recruté et mis en place une mission de conseil en énergie partagé (C.E.P.) à l'échelle de notre territoire, au bénéfice de ses communes membres. Par le fait de mutualiser les compétences d'un technicien spécialisé, le C.E.P. permettra aux Communes, qui le souhaitent, de travailler sur la maîtrise de leurs consommations et productions énergétiques liées à leur patrimoine. Il permet également d'accompagner les collectivités dans leurs démarches liées au décret Éco-Énergie Tertiaire.

Pour pouvoir profiter des conseils du C.E.P., une convention d'adhésion est nécessaire entre la C.C.V.C.D. et la commune sollicitant le Conseiller en Énergie Partagé. Elle définit les modalités selon lesquelles la Commune intéressée pourra bénéficier du Conseil en Énergie Partagé, proposé par la C.C.V.C.D..

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

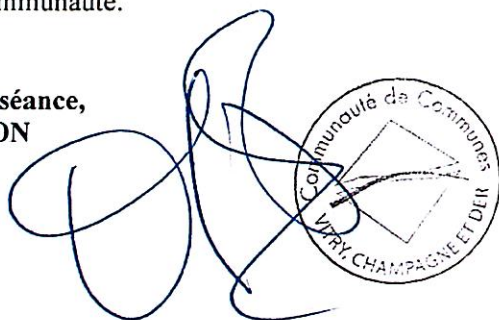
Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 10 septembre 2024,

Il vous est demandé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

- 1°/ approuver la convention d'adhésion des Communes au Conseil en Énergie Partagé,
- 2°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention d'adhésion au Conseil en Énergie Partagé avec toute commune souhaitant en bénéficier,

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil de Communauté.

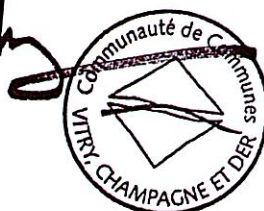
La secrétaire de séance,
Anna RÉOLON



POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - 8 OCT. 2024
et de la publication le - 8 OCT. 2024
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de
CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Convention d'adhésion au Conseil en Energie Partagé

Entre :

La Commune de

Représentée par son Maire

Désignée ci-après par « la Commune »

Et

La Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der

Représentée par son Président M. Jean-Pierre BOUQUET

Désignée ci-après par « la CCVCD »

Exposé des motifs :

Afin de contribuer à la lutte mondiale contre le dérèglement climatique, encourager l'accélération de la transition écologique et se préparer aux impacts du changement climatique, la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der mène un plan d'action depuis plusieurs années. Elle a ainsi conçu une démarche propre : le Système Energétique Décentralisé (SED), qui lui a permis d'être labellisée TEPCV.

Dans la continuité, son projet de territoire, traduit dans ses documents de planification tels que le Pacte Territorial de Relance et de Transition Ecologique (PTRTE) et le Plan Climat Air Energie (PCAET), a pour ambition de contribuer à un Nouveau Système Ecologique Décentralisé (NSEd). Son Programme de Transition Ecologique et Energétique (PTEE), pour la période 2021-2026, est en parfaite cohérence avec les autres démarches engagées par la CCVCD, notamment la labellisation Climat-Air-Energie, CAE (ex Cit'ergie) ou le Contrat de Transition Ecologique. La CCVCD enracine à long terme les enjeux écologiques dans ses politiques publiques et concrétise leurs implications au quotidien. La démarche Climat Air-Energie, permet de donner une visibilité très forte et concrète de l'engagement du territoire et de la volonté politique affirmée de son Président et des élus, au service des objectifs majeurs liés au climat :

- réduction des gaz à effet de serre,
- réduction des consommations d'énergie,
- forte contribution du territoire à la production d'énergies renouvelables,
- développement de nouvelles pratiques industrielles ou agricoles,
- meilleure gestion des ressources et des espaces,
- développement d'une mobilité plus douce et décarbonée,
- accélération de la rénovation énergétique dans les bâtiments,
- préservation de la biodiversité...

Dans ce contexte, la CCVCD met en place une mission de Conseil en Energie Partagé (CEP) à l'échelle du territoire, au bénéfice de ses communes membres.

Le rôle d'un CEP est de permettre aux communes bénéficiaires de maîtriser les consommations et productions énergétiques liées à leur patrimoine : patrimoine bâti, éclairage public et véhicules municipaux. Ainsi, les communes peuvent mutualiser les compétences d'un technicien spécialisé.

Le CEP suit une méthodologie ADEME mettant en oeuvre une comptabilité énergétique permettant le suivi, l'analyse et la réduction des consommations énergétiques. Chaque conseiller dispose d'outils spécifiques pour l'accompagnement des communes : un logiciel de suivi, de bilan et d'analyse des consommations, des calculateurs spécifiques, un guide méthodologique, des formations spécialisées, etc...

Les missions du CEP se décomposent en 5 phases principales :

- 1) La réalisation d'un bilan énergétique global de la collectivité qui permet au conseiller d'établir les caractéristiques du patrimoine communal, de suivre les évolutions des dépenses et des consommations sur 3 ans
- 2) Sur la base de ce diagnostic, l'élaboration de recommandations d'améliorations ne nécessitant pas ou peu d'investissements, et la hiérarchisation de différentes actions d'économie à réaliser
- 3) La mise en place d'une comptabilité énergétique de la Commune permettant d'établir le suivi périodique des consommations et la pérennisation des économies, une analyse des dérives de consommations permettant de cibler des actions de maîtrise des consommations
- 4) Les actions d'information et de sensibilisation par l'animation d'opérations de formation des élus et des techniciens et de sensibilisation des habitants, de formation des collectivités sur les usages de leur patrimoine, etc...
- 5) Un accompagnement sur le long terme : préparation des investissements de rénovation et neufs (aide à la rédaction de cahiers des charges, choix des intervenants, etc...), implication des équipes communales, etc...

La mise en place d'un CEP permet donc aux Communes de bénéficier d'un accompagnement technique dans leurs projets, de réaliser des économies, de mutualiser certains projets (ex : groupements de commande, revente des Certificats d'Economie d'Energie...) et de lutter contre le changement climatique.

Il est convenu ce qui suit :

Article I. **Objet**

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles la Commune va bénéficier du Conseil en Energie Partagé proposé par la CCVCD.

Article II. **Adhésion au Conseil en Energie Partagé**

Le Conseil en Energie Partagé mis en place par la CCVCD dans le cadre de sa compétence de soutien aux actions de maîtrise de la demande en énergie, est destiné aux collectivités membres de la communauté de communes.

La Commune adhère au Conseil en Energie Partagé et s'engage à respecter les modalités définies dans la présente convention.

Article III. **Description du Conseil en Energie Partagé**

L'intervention du Conseil en Energie Partagé comprend :

- Un travail sur le patrimoine existant : bâtiments, éclairage public, flotte de véhicules :
 - L'inventaire du patrimoine communal
 - Le bilan des consommations et dépenses de la Commune sur les 3 dernières années
 - Le suivi et contrôle des consommations et dépenses énergétiques ainsi que des émissions de gaz à effet de serre sur la base des informations transmises par la Commune (relevés, factures, ...)
 - L'analyse détaillée des besoins et problématiques spécifiques à la Commune, l'étude des gisements potentiels d'économies
 - La remise d'un bilan des consommations d'énergie mettant en évidence les résultats obtenus
 - L'élaboration d'un programme d'actions en vue d'une meilleure gestion et d'une diminution des consommations, des dépenses énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre

- Un accompagnement dans la mise en œuvre d'une politique énergétique maîtrisée :

- L'accompagnement de la Commune dans la mise en œuvre et le suivi du plan d'actions préconisé
- Le conseil et le suivi de la Commune sur l'ensemble des projets relatifs à l'énergie et plus particulièrement le développement des énergies renouvelables ainsi que les travaux de construction de bâtiments neufs ou de réhabilitation

- Un accompagnement du changement des comportements :

- Information et formation des élus et des équipes communales aux problématiques énergétiques et aux usages de leur patrimoine
- Sensibilisation des usagers des bâtiments publics
- Mise en réseau des élus et techniciens du territoire en vue de créer des dynamiques d'échanges de bonnes pratiques et de développer des projets communs.

Article IV. **Engagements de la Commune**

1. **Désignation d'interlocuteurs-trices- référent-ses-**

La Commune désigne un des membres du Conseil Municipal en tant que « Référent Energie ». Cet-te-élu-e sera l'interlocuteur-trice- privilégié-e- du conseiller pour le suivi politique de la présente convention.

La Commune désigne également un agent technique et/ou administratif qui peut assurer la transmission rapide des informations indiquées ci-après. Cet agent est l'interlocuteur privilégié du conseiller pour le suivi technique et administratif de la présente convention.
(cf en annexe 1)

2. **Engagements de la Commune**

La Commune s'engage à :

- Faciliter autant que possible le travail du technicien au sein de ses services
- Transmettre en temps voulu toutes les informations requises pour l'élaboration du pré-diagnostic initial ainsi que pour les suivis périodiques, le contrôle des factures et l'élaboration du bilan annuel
- Assurer la saisie des consommations énergétiques sur les outils mis à disposition
- Prendre les mesures qu'elle juge utiles pour assurer les transmissions rapides des informations ci-dessus
- Informer le Conseiller en Energie Partagé de toute modification du patrimoine communal et de ses conditions d'utilisation, y compris les modalités d'abonnement
- Informer le Conseiller en Energie Partagé en amont de tout projet de construction ou de réhabilitation

La Commune, compte tenu des résultats obtenus, décide seule des suites à donner aux recommandations.

Article V. **Engagements du Conseil en Energie Partagé**

Le Conseil en Energie Partagé s'engage à :

- Traiter les informations communiquées et informer la Commune en cas d'anomalies, aussi bien pour le suivi périodique que pour le contrôle des facturations
- Accompagner la Commune dans la saisie des consommations
- Présenter et transmettre le bilan des consommations et dépenses énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre, assorti des recommandations adaptées
- Transmettre à la demande de la Commune les avis techniques et conseils sur les projets de construction, de réhabilitation, de modification ou d'extension du patrimoine communal et formuler les recommandations nécessaires en matière énergétique
- Informer la Commune de manière à lui permettre de faire des choix sur son patrimoine selon des critères objectifs, en fonction de ses propres orientations politiques

Le Conseiller en Energie Partagé assure la stricte confidentialité de l'ensemble des informations transmises par la Commune. Il est tenu à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution de la présente convention.

Article VI.	Mandat d'accessibilité aux données de consommation et de facturation des énergies et fluides de la Commune
La Commune autorise ses différents fournisseurs d'énergies et de fluides (gaz naturel, gaz liquéfié, électricité, fioul domestique, bois-énergie, ...) à mettre à disposition du Conseiller en Energie Partagé les données de consommation et de dépense d'énergies et de fluides de la Commune, relatives aux établissements propriétés de la Commune.	
La Commune autorise le Conseil en Energie Partagé à procéder à la collecte, à la visualisation et au traitement de ces données, sous réserve que ces données conservent leur caractère confidentiel et ne fassent pas l'objet de transmission à des tiers autres que ce service ou la Commune, de quelque manière et sur quelque support que ce soit.	
Article VII.	Exercice des missions et régime des agents du Conseil en Energie Partagé
Le Conseiller intervenant dans le cadre de cette convention continue à relever du régime des agents de la CCVCD, notamment en ce qui concerne l'assurance, la rémunération, l'évolution de carrière, les droits à congés et les autorisations d'absence.	
Lorsqu'il exerce ses fonctions au sein du territoire de la Commune, ses représentants veillent à la sécurité du Conseiller.	
Article VIII.	Limites de la convention
La mission décrite par la présente convention est une mission de conseil et non de maîtrise d'œuvre. La Commune garde la totale maîtrise des travaux de chauffage, de ventilation, d'éclairage, et plus généralement de l'ensemble des décisions à prendre, dont elle reste seule responsable.	
En cas de forte sollicitation de la mission, le Conseiller a la possibilité de prioriser ses interventions selon les critères suivants : adhésion à la présente convention, principe d'équité de traitement sur le territoire, degré de maturité des projets et délais de réalisation.	
Article IX.	Appui de l'ADEME
La CCVCD s'engage à respecter la méthodologie prescrite par l'ADEME à l'initiative du concept du « Conseil en Energie Partagé ». Conformément à la convention de partenariat qui lie l'ADEME Grand Est et la CCVCD, l'ADEME Grand Est assure une mission d'assistance méthodologique et technique auprès de la CCVCD pour le bon déroulement de la mission.	
Article X.	Participation financière
Le poste reste rattaché à la CCVCD, qui porte administrativement le dispositif et fournit les moyens techniques nécessaires aux missions, en partenariat avec l'ADEME. Sur demande des communes, le conseiller peut ponctuellement recourir à des structures privées afin d'assurer la réalisation de prestations particulières (études, audits...). Le financement de ces prestations externes reste à la charge des Communes bénéficiaires, mais le conseiller peut coordonner leur mutualisation.	

Article XI.	Durée
La présente convention prend effet à compter de sa date de signature jusqu'au 12 novembre 2026, en conformité avec la durée de la convention de financement avec l'ADEME.	
Article XII.	Modalités de résiliation
La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties sous réserve du respect d'un préavis d'un mois.	
Fait en 2 exemplaires à	
Le	
Pour la Commune	Pour la CCVCD
Le Maire,	Le Président,
	M. Jean-Pierre BOUQUET

Annexe n°1 : désignation des interlocuteurs(trices)

Article 1. Interlocuteur(trice)s référent(e)s

Comme précisé dans l'article IV de la convention, la Commune désigne un des membres du Conseil Municipal en tant que « Référent Energie ». Cet-te- élu-e- sera l'interlocuteur-trice- privilégié du conseiller énergies partagé pour le suivi politique de la présente convention.

Nom :

Fonction :

N° de téléphone :

Adresse courriel :

La Commune s'engage également à désigner un agent technique et/ou administratif qui peut assurer la transmission rapide des informations nécessaires. Cet agent est l'interlocuteur privilégié du conseiller pour le suivi technique et administratif de la présente convention.

Nom :

Fonction :

N° de téléphone :

Adresse courriel :